

De la suite dans les idées ^{1/}

On a pu en lire des vertes et des pas mûres, sous la plume de nos éditorialistes et autres chroniqueurs, à propos du mouvement contre le projet de loi Debré. Que de morgue, sous prétexte d'interpeller au nom du peuple une « élite » irresponsable ! Certains ont vu dans le mouvement pétitionnaire « quelque chose de pervers ». D'autres ont dénoncé « un civisme de caste », ou une « mobilisation lyrique de la caste de gens célèbres ». D'autres ont raillé l'indignation de « professionnels du monde virtuel ». D'autres encore se sont attristés de ces excès d'intellectuels émotifs, « généreux mais aveugles », « n'écoulant que leurs sensations du moment » et « habitant leur rêve ». Franz-Olivier Giesbert dénonce un remue-ménage qui « désespère Argenteuil » et « apporte de l'eau au moulin du Front national » (*Le Figaro* du 22 février). Alain Finkielkraut stigmatise une indignation aristocratique des « privilégiés de la mondialisation » : « Marie-Antoinette, défend les immigrés. » (*Le Figaro Magazine* du 22 février).

Refuser une législation xénophobe et discriminatoire serait en somme un luxe dangereux et un cadeau – royal, sans doute – au Front national. Tant de confuse mauvaise foi vaut bien quelques éclaircissements.

Certains ont parlé d'indécence et de résistance sans risques. Jean Kahn et Serge Klarsfeld ont jugé inacceptable de manifester avec des valises « dans l'ombre de la Shoah ».

^{1/} La première partie de cet article a fait l'objet d'une parution dans *Le Monde* du 26 février 1997. L'ensemble est paru dans *Lignes* n° 31, mai 1997.

Auraient-ils le monopole de la Shoah, ou celui de la valise, symbole de tous les déplacés, déportés et immigrés. Rappelons pour mémoire, la pièce visionnaire de Kateb Yacine (un autre « saltimbanque » émotif) : *Mohammed, prends ta valise !*

Certes, nous ne sommes pas en 1941. Mais une loi a tout de même été élaborée par un ministre de l'Intérieur, acceptée par un gouvernement, adoptée en première lecture par une assemblée parlementaire, dans l'indifférence quasi générale. Son article 1, modifié sous la pression des pétitions, ressemble mot pour mot à l'ordonnance du 10 décembre 1941.

La comparaison a valeur d'alerte. Nous ne sommes pas sous Vichy, dites-vous. Mais pourquoi pas en 1938 ? Et qu'auriez-vous répondu à ceux qui protestaient alors contre le décret-loi du 2 mai 1938 sur la police des étrangers qui, sous prétexte déjà d'éradiquer l'immigration « clandestine », soumettait l'hébergement à un contrôle policier renforcé, dissuadait les mariages mixtes, développait les dénaturalisations, ouvrait des camps d'internements pour les étrangers indésirables ?

La dérive de la République a commencé bien avant Pétain.

Comment prétendre que ces mobilisations sur l'immigration sont une diversion « perverse » par rapport à la misère quotidienne que subissent les classes populaires ? Les deux questions sont inextricablement mêlées, ne serait-ce que parce que les immigrés menacés aujourd'hui ne sont ni Mobutu, ni Duvalier, mais des travailleurs, avec ou sans emploi. On ne dira jamais assez l'écrasante responsabilité des gouvernements de gauche qui les ont dissociées, en renonçant d'abord à tenir leurs engagements sur le droit de vote des immigrés en 1981. Puis avec les terribles déclarations de Pierre Mauroy, alors Premier ministre, dési-

gnant les grèves de Citroën comme des « grèves islamistes » : les immigrés n'étaient plus dès lors définis socialement comme des travailleurs, mais confessionnellement ou ethniquement comme des étrangers. Puis il y eut Laurent Fabius, donnant acte au Front national d'avoir posé une « bonne question ». Ainsi vont les petites reculades qui font les grandes capitulations.

Les lois Pasqua et Debré ne sont pas, comme le prétend M. Giesbert, des lois d'intégration, mais des lois de désintégration sociale. Sous couvert de lutte contre l'immigration « clandestine », au lieu de lutter contre les négriers et employeurs professionnels de désobéissance incivique, elles fragilisent et insécurisent tout étranger en tant que tel. Elles fabriquent des irréguliers. Elles séparent des familles. Elles multiplient les imbroglios juridiques. Elles accèdent à l'idée que l'immigration est le « vrai problème » et la cause de bien des maux, alors que la racine des peurs qui hantent la société se trouve dans la crise de l'emploi, dans la crise urbaine, dans la crise scolaire, en un mot dans tout ce qui fait qu'on ne sait plus où, comment, et à quoi « intégrer » les déplacés de la mondialisation. En fragilisant les immigrés, elles divisent et affaiblissent les travailleurs français eux-mêmes.

Le soudain souci de la lutte des classes manifesté par certains de nos publicistes a quelque chose d'étonnant. Qu'Emmanuel Todd s'en préoccupe n'est pas nouveau, il faut le lui reconnaître. Mais que Finkielkraut en tire argument apparaît de pure circonstance et de simple opportunité. Il en a la vision sommaire des néophytes. Au nom de la lutte des classes, il aurait donc fallu, contre Jaurès, voir dans l'affaire Dreyfus une querelle intestine dans les sphères de l'État-major ; voir de la diversion et du luxe exotique dans les mouvements de solidarité avec les

luttons de libération algérienne ou vietnamienne. Il aurait certainement fallu dénoncer les barricades du 10 mai 68, dressées au quartier latin pour défendre – quelle frivolité! – des franchises universitaires, comme une lubie de jardinage de la jeunesse dorée. La lutte des classes est pourtant irréductible à une simple action revendicative. Elle est porteuse de valeurs, d'une vision du monde, et rien de ce qui est injuste ne saurait lui être étranger.

Ces propos suintent le mépris.

Celui, bien sûr, des « intellectuels », de ceux que l'on appelle avec condescendance des « saltimbanques », qui n'auraient pas les pieds sur terre, qui vivraient dans le rêve et la soie, comme si le cœur n'avait pas ses raisons, que le marché ne connaît pas. « Mobilisation lyrique », dites-vous, M. Finkielkraut? Et alors? La grande érosion des années libérales aura donc fini par vous convaincre qu'il n'est de raison que froide, calculatrice, et que la politique ne fait pas de sentiments. Il est, heureusement, des moments et des circonstances où l'émotion et la raison battent à l'unisson.

Le mépris du peuple aussi, de ceux et celles qui ne sauraient jamais voir plus loin que le béton de leur cage d'escalier, ni penser plus haut qu'à ras de terrain vague. Comme si le peuple n'avait pas son imaginaire et sa vision du monde, comme s'il ne pouvait voir l'immigré qu'avec les yeux d'un Mégret (ou d'un Pasqua, ou d'un Debré), comme s'il était trop petit en un mot pour les grandes idées de liberté, de solidarité, d'égalité.

Les mêmes parfois qui reprochaient aux cheminots de décembre 1995 leur archaïsme ou leur corporatisme étroit reprochent inversement aux pétitionnaires d'aujourd'hui une générosité maladroite envers les immigrés. Au mieux leur concède-t-on une morale bien intentionnée, mais politiquement « perverse ». Ces

esprits chagrins affichent ainsi une curieuse conception et de la politique et de la morale : celle d'une morale nécessairement apolitique et d'une politique par nature immorale. Les grévistes de 1995 et les manifestants d'aujourd'hui défendent au contraire une idée solidaire de la citoyenneté, qui rend la politique morale et la morale politique.

Ces messieurs disent craindre une possible rupture entre une élite intellectuelle et le peuple souffrant du chômage et de l'exclusion, voire une fracture entre une gauche morale privilégiée et une gauche sociale exclue. Mais pourquoi opposer le sursaut démocratique des uns, qui ont accès à l'espace public, au désarroi de la majorité de la population, au lieu de chercher à les rassembler?

Il est vrai que nombre de salariés, de chômeurs, d'exclus, auxquels on a répété, de droite à gauche, que l'immigration est la « bonne question » et la source de leurs malheurs, peuvent ne pas comprendre ce qui se joue. Ils ne reçoivent pas souvent la visite d'amis étrangers. Ils voyagent rarement. Ils n'ont pas de chambre d'amis, et vivent à l'étroit, avec des fils et des filles qui restent plus longtemps à la maison familiale parce qu'ils ne trouvent pas de boulot. Mais la solidarité se forge dans l'action. La conscience s'élève en luttant, et non dans la rumination solitaire de son sort.

On a accusé les cheminots d'égoïsme parce qu'ils défendaient leur droit à la retraite. Au fil de leur grève, c'est toute la logique libérale de démantèlement de la protection sociale et des services publics qui s'est trouvée mise en question. Les mobilisations contre les lois Debré ont commencé par l'article le plus évidemment scandaleux sur l'hébergement. Puis on s'est mis à épilucher la loi, à remonter aux lois Pasqua, à en découvrir rétrospectivement les enjeux ignorés sur le moment.

La vision de l'immigré a commencé à changer avec la sympathie suscitée par la lutte des sans-papiers et avec les défilés coude-à-coude de ces derniers jours. Car la véritable intégration est celle qui se forge dans les combats communs et les solidarités de classe. Ce sont la Résistance et l'Affiche rouge qui ont effacé les lois xénophobes de 1938 et de Vichy.

De même, l'Europe sociale ne naît pas des textes de la Commission ou du Conseil, des transactions sur tapis vert. Si elle doit voir le jour, ce sera à Vilvorde, dans les rues de Bruxelles ou de Billancourt, dans la première marche européenne des chômeurs à Amsterdam.

Ces messieurs craignent enfin que tout ceci fasse le jeu du Front national. L'heure serait à l'union sacrée. Mais avec qui, et pour quoi faire? Une union sans contenu ni principes serait une ligne Maginot. De quoi profite Le Pen, si ce n'est du chômage, des quinze ans de franc fort, de la course aux critères de convergence de Maastricht, des affaires et de la corruption, des effets Tapie ou Tibéri? Il est de bon ton de clamer désormais haut et fort qu'il faut disputer le terrain au Front national pied à pied, de cage d'escalier en cage d'escalier, maison par maison, comme à Stalingrad. De militer, en somme. Stupéfiante découverte! Encore faut-il savoir pour quoi l'on se bat et où passe la ligne de résistance.

Elle se dessine pourtant en pointillés, des grandes grèves de l'automne 95 contre la loi Juppé à la marche civique du 22 février contre la loi Debré, en passant par la défense des sans-papiers ou les états généraux pour les droits des femmes. Ces résistances ponctuelles et moléculaires entretiennent de secrètes connivences. Que les cheminots et les tramots, les déplacés de Saint-Bernard, les sans-logis de la rue du Dragon, les « Marie-Flo » en

lutte pour leur seule dignité, les « noms imprononçables » et autres pétitionnaires tirent un trait entre ces points pour faire trace, pour faire ligne, pour faire front.

Front contre Front.

Dans les cortèges de décembre 1995 comme dans ceux de février 1997, le Front national devient invisible. Car dans ces mouvements sociaux, la fracture n'est plus entre nationaux et étrangers, mais entre possédés (le monde des « sans ») et possédants (celui des « avec » – de la fortune, du pouvoir, ou de l'image). En dépit de sa démagogie populiste, lorsque le peuple bouge, le Front national se retrouve alors à sa vraie place, du côté de l'ordre établi. C'est ainsi, pas autrement, que se retisse le lien et que se refonde le sens de la République.

Leur crainte de voir la « générosité aveugle » des uns entretenir le ressentiment des autres serait plus crédible si nos censeurs avaient fait preuve de quelque assiduité aux côtés des chômeurs en marche pour l'emploi en 1995, des occupants de logements vides, des défenseurs de la Sécurité sociale, et aujourd'hui des immigrés. La lutte contre le lepénisme ne saurait se satisfaire des intermittences de l'engagement et des indignations à éclipses.

Elle réclame de la suite dans les idées, et surtout dans les actes. Encore beaucoup d'efforts, Messieurs, pour devenir citoyens de la République sociale universelle.

Pré (ou post)-ambule, 19 mars 1997

De la suite dans les idées Bis

Avec un petit mois de recul, le mouvement contre la loi Debré apparaît révélateur de quelques contradictions, paradoxes, et sottises ordinaires de l'époque.

Sur l'esprit d'obéissance

Plusieurs personnalités ont manifesté leur réprobation devant la vague pétitionnaire contre la loi Debré. Dans *Le Monde* (16 février 1997), Emmanuel Todd y a vu « quelque chose de pervers » : « Mon sentiment est qu'il y a en fait beaucoup d'indifférence aux vrais problèmes des immigrés comme à ceux des milieux populaires français ».

Dans *Libération* (17 février 1997), Alain Finkielkraut a regretté cette forme de « mobilisation lyrique de la caste des gens célèbres » Lyrique ? Et alors ? Sur ce point, la marche blanche et la colère des Belges ont beaucoup à nous apprendre. Quant à la caste, Finkielkraut n'est pas réputé pour en bouder à l'ordinaire les privilèges médiatiques.

Dans *Libération* (17 février 1997), Jean-François Kahn a dénoncé « le recours à la désobéissance civile », au moment où il s'agirait de « refonder la loi républicaine en l'opposant à la loi du capitalisme de jungle ».

Ce qui est plus étonnant pourtant que l'appel des cinéastes et autres pétitionnaires à la désobéissance, c'est l'indignation des petites vertus outragées qu'il a suscitée. Elle révèle le degré de soumission, de subordination, de résignation peut-être, de normalité et de confort, d'adhésion consensuelle et de bigoterie légaliste, de dressage en un mot, auquel la prodigieuse décade libérale nous aura habitués.

Au nom de quoi s'énonce « le nom de la loi », qu'est-ce qui la fait loi et qu'est-ce qui fonde sa légitimité ? Vaste querelle. Si la loi a le mérite de fonder une discipline impersonnelle, plus ou moins consentie, au lieu d'une dépendance personnelle, elle n'en demeure pas moins une forme humaine déterminée du lien social, et non une révélation transcendante, quoi qu'ait prétendu faire croire l'illusionniste du Sinaï. C'est pourquoi l'infidélité et la décou-

verte, l'irrespect de la tradition et l'innovation authentique, brisent la routine des travaux et des jours, transgressent l'ordre des choses et la force des lois. De l'insurrection de Spartacus à celle de Zapata, l'histoire de la liberté est une longue histoire de désobéissances fondatrices, à côté desquelles celle des pétitionnaires – quel que soit son mérite – apparaît comme une audace tempérée, dans les demi-teintes et les bienséances de l'époque.

Il y a bien longtemps que l'esprit de finesse a vendu la mèche. Si ne pouvant faire que la justice fût forte, on a fait que la force fût juste, il est à jamais légitime d'en appeler à cette justice contre cette force. La désobéissance à la Loi des lois est le premier pas, et le premier principe, et le premier droit des révolutions.

Esprits dociles s'abstenir ! Le révolutionnaire obéissant est une espèce aussi introuvable que l'opportuniste à principe.

Une gauche double ?

Dans *Le Nouvel Observateur* du 6 mars, Jacques Julliard compare le mouvement de décembre 1995 contre le plan Juppé à celui de février 1997 contre les lois Pasqua-Debré : « En 1995, au-delà de la figure de Juppé, le peuple engueulait les élites. En 1997, au-delà de celle de Debré, les élites ont engueulé le peuple ».

L'essentiel est dit. Le reste en découle : « Le mouvement de 1995 était protectionniste, francopète, traversé de pulsions nationalistes, de tendances sécuritaires, assorti d'une forte méfiance à l'égard de l'Europe ». Il avait pour figure le cheminot, pour lumière le brasero, pour cinéaste Renoir, et pour couleur le sépia. Le mouvement de 1997 serait au contraire « libéral, humanitaire, cosmopolite, antipopuliste et très peu populaire ». Son personnage emblématique n'est plus le cheminot, mais le cinéaste. Le brasero est éclipsé par les sunlights. Le metteur

en scène n'est plus Renoir, mais Desplechin. La photo reprend des couleurs fastes.

Ringard contre moderne, gauche sociale contre gauche morale, archaïsme contre angélisme, ouvrier ressentimental contre intellectuel éclairé : la symétrie est pleine de fausses fenêtres et de trompe-l'œil. Les différences sont certes évidentes. Les manifestations de décembre 1995 étaient syndicales, ouvrières et enseignantes, celles du 22 février avaient plutôt des allures de marche civique, les premières manifs de front unique entre lecteurs du *Monde*, de *Libération*, de *L'Humanité*. Il ne s'agit donc pas, comme feint de le croire Julliard, de sacrifier à un « mythe reconfortant », en présentant ces mobilisations comme deux aspects spontanément complémentaires de la même « montée des luttes », mais de chercher ce qui peut les faire converger et les réunir au lieu de les opposer. C'est un but, un objectif, une besogne de tous les jours, pas un cadeau des dieux. Par des voies différentes, consciemment ou non, ces deux mouvements conduisent à remettre en cause les effets inciviques, la désintégration sociale, le mépris de l'homme et du citoyen, inhérents à la logique marchande.

N'en déplaise à la théorie sommaire des ensembles façon Julliard, ce point de rencontre existe. Il y eut des syndicats, et non des moindres (CGT, FSU, Sud, Tous ensemble...), des associations (Droits devant, Ras l'Front, AC!, la Cadac...), des partis politiques, et – mais, oui ! – des intellectuels-sépia, des cinéastes plus « braseros » que « sunlights », pour participer aux deux. Les mêmes se sont en partie retrouvés à Bruxelles le 16 mars dans l'euro-manif de soutien à l'euro-grève de Renault (avec les ouvriers de Cléon, de Douai, ou de Vilvorde, certainement très rétro, très « ressentimentaux » d'être envoyés à la casse, « franco-pète » ou « belgopètes » peut-être, eurorévoltés

sans doute). Ce sont encore les mêmes, dans une large mesure, qui s'étaient opposés à la guerre du Golfe et avaient dénoncé les conséquences sociales prévisibles de Maastricht. Il y a bien là les éléments et les jalons d'une « troisième gauche », invisible à Julliard, à la fois morale et sociale (et politique en plus), populaire et cosmopolite, noire et rouge de colère.

Ce n'est pas peu. Cela commence à faire une trace, un sillon.

Jacques Julliard à lui seul en trace un autre, carrément opposé. À sa manière, on peut même reconnaître qu'il a aussi de la suite dans les idées. Il était pour la guerre du Golfe avec ferveur, pour Maastricht avec enthousiasme. En décembre 1995, il pétitionnait pour le plan Juppé et pour saluer le « courage » jaune de Nôtât. En décembre 1995 comme en 1997, il est du même côté, celui des « élites » comme il dit, pour engueuler le peuple, trop archaïque hier, trop populiste aujourd'hui, toujours trop bête et trop obtus, trop peuple quoi !

À dissoudre, ce peuple si obstinément populaire, qui, quoi qu'il fasse, finirait toujours par faire le jeu de Le Pen.

À gauche double, homme double

Sournoisement, comme si cela allait de soi, Julliard lâche en effet le réquisitoire suprême contre les grèves de décembre 1995 : « Le seul à avoir tiré les conséquences de ce qui venait de se produire fut le Front national, qui vit immédiatement tout le parti qu'il pouvait tirer d'un mouvement de protestation passéiste ». Pauvre peuple ! S'il défend ses emplois, ses salaires et sa santé, il fait, aux yeux des uns, le lit du Front national ! S'il descend dans la rue pour défendre les immigrés et les sans-papiers, il tombe, aux yeux des autres, dans le piège d'une diversion et fait encore le jeu du Front national. Il y a de quoi tourner en bourrique.

La boucle de ce cercle vicieux est bien évidemment ailleurs. Que la droite, ou son extrême, tirent les marrons du feu d'une mobilisation sociale n'est pas chose nouvelle. La victoire du nazisme fut d'une certaine manière la rançon de la révolution allemande manquée de 1919 et 1923. La grève générale de 1968 a fini en juin par l'élection d'une majorité parlementaire de droite « introuvable ». Ce n'est pas une raison pour rester tétanisé. Ce serait plutôt une raison pour aller plus loin, jusqu'au bout, pour réussir les révolutions. Car si Le Pen, ou Mégret, ou un autre, peuvent profiter indirectement des mouvements sociaux, ce n'est pas la faute aux dits mouvements (le FN apparaît pour le moment soluble dans les luttes), mais aux politiques qui calculent serré, qui comptent court, à échéance d'une fin de mois, d'une fin de législature, en petits épargnants de suffrages, en rentiers électoraux : « Vous voyez bien qu'il ne fallait pas s'agiter contre les lois Debré : Chirac-Juppé remontent dans les sondages et Jospin dégringole. » Et alors ? Si Jospin dégringole, ce n'est ni la faute aux sans-papiers, ni aux cinéastes, ni aux « noms imprononçables », ni aux manifestants, ni aux grévistes de Vilvorde (qui l'ont sifflé dans les rues de Bruxelles).

C'est tout bêtement la faute à Jospin, et à ses semblables.

Il a fait fort celui-là, un certain matin sur France-Inter, entre le beurre et la tartine. Falait-il ou non désobéir à cette loi ? En tant qu'homme politique (public), il était plutôt contre. En tant qu'homme (privé), il était plutôt pour, à condition bien sûr que le premier ignore ce que ferait le second. À condition de pouvoir jouer des deux mains, sur deux tableaux, et qu'une main puisse faire ce que l'autre ne veut pas. Voilà bien le tour de force de la tar-

tuferie moderne, le prodige moderne des hommes doubles et de leurs doubles jeux. En tant qu'homme, Jospin désobéirait. En tant que dirigeant politique, il obéirait. Au nom d'une culture d'opposition, il serait pour l'augmentation des salaires et la réduction du temps de travail, contre les charters pour le Mali. Au nom de la culture de gouvernement, il est pour le franc fort, la rigueur budgétaire, les critères de convergences, et le saint frusquin socialo-libéral.

Ce n'est pas le mouvement social, contre le plan Juppé ou contre les lois Debré, qui fait le

jeu de Le Pen. C'est cette duplicité et ces renoncements et ces retournements.

De la résistance, il reste toujours quelque chose, ne fût-ce que la mémoire d'une confiance un instant retrouvée.

Cette fois, après la lutte des sans-papiers, le mouvement de février aura modifié les termes du débat sur l'immigration.

Il ne sera plus possible de dire à la légère, comme Fabius, sans avoir tourné sept et quatorze fois sa langue dans sa bouche, que c'est une « bonne question ». Il ne sera plus possible de confondre immigré et clandestin.

Il devient au contraire possible, pour un large secteur syndical, associatif, politique, de conjuguer la République et l'Europe, la citoyenneté et l'emploi, Saint-Bernard et Renault.

Si en revanche la gauche devait gagner les élections de 1998 et, à force d'obéissance, de prudence, de dédoublements, ne rien changer au chômage, à l'exclusion, aux lois Debré-Pasqua, à l'Europe de la jungle, alors oui, cela pourrait bien finir par faire le jeu de Le Pen. À moins que le mouvement social ne vienne une fois encore bousculer le scénario.

Lignes n° 31, mai 1997